

[print](#)

La catastrophe de l'eau potable en Virginie-Occidentale liée à l'absence de réglementation

De [Nick Barrickman](#)

Global Research, janvier 17, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-catastrophe-de-leau-potable-en-virginie-occidentale-liee-a-labsence-de-reglementation/5365259>

Un déversement de produits chimiques découvert jeudi dernier au terminal de la rivière Etowah, près de Charleston, en Virginie-Occidentale, a privé d'eau potable près de 300.000 habitants de l'État. Depuis lors, plusieurs rapports ont été publiés révélant l'absence de réglementation par les organismes publics responsables du site depuis plusieurs décennies. Depuis 1991, les installations détenues et exploitées par Freedom Industries, n'avaient subi aucune inspection d'un fonctionnaire de l'État, bien qu'elles aient été autorisées à stocker et transporter des substances chimiques dangereuses.

Selon le *Wall Street Journal*, malgré le fait que la Division de la sécurité intérieure et de la gestion des urgences de Virginie-Occidentale (West Virginia Division of Homeland Security and Emergency Management) ait reçu un formulaire de Freedom Industries sur lequel était identifié le produit chimique 4-méthylxyclohexane méthanol (MCHM) comme un composé présentant un «danger immédiat (extrême)», les autorités semblent n'avoir rien fait pour s'assurer que les installations où était stockée la substance étaient correctement entretenues.

Laura Jordan, porte-parole de la West Virginia American Water Co., a déclaré au *Wall Street Journal* que le site de la rivière Etowah avait été identifié comme devant fournir un plan de protection des sources d'eau dès 2002. Les installations, qui sont passées entre les mains de différents opérateurs depuis, sont restées à l'extérieur de la grille des divers organismes de réglementation provinciaux et fédéraux.

Bien que les responsables du gouvernement étaient au courant des installations et n'ont rien fait, les groupes chargés de la prévention des catastrophes écologiques n'ont pas été informés que des produits chimiques dangereux étaient stockés en amont d'une importante installation de traitement des eaux dans la région de Charleston. Mathew Blackwood, président du Comité de planification d'urgence de Kanawha Putnam (Kanawha Putnam Emergency Planning Committee), responsable de la gestion des plans de sécurité en cas de catastrophes environnementales, a en effet déclaré au *Wall Street Journal* que son agence ne connaissait pas l'existence des installations.

Jeudi dernier, une fuite dans l'un des réservoirs de stockage aux installations de la rivière Etowah a été détectée après que des riverains se soient plaints qu'une forte odeur provenait du site. Le réservoir renfermait environ 40.000 gallons de MCHM, dont 28.400 auraient fui, et 7.500 autres auraient contaminé la rivière Elk à proximité. [L'eau potable de près de 300.000 personnes en Virginie-Occidentale a ainsi été contaminée.](#)

Lundi, l'interdiction d'utiliser l'eau ailleurs que dans les toilettes et pour lutter contre les incendies a commencé à être levée. Les citoyens de Charleston, la capitale de l'État, ont été les premiers à recevoir un avis qu'ils pouvaient prendre une douche,

se brosser les dents et boire de l'eau. Les autorités envisagent de lever progressivement les interdictions dans les neuf comtés périphériques qui ont été touchés, à condition que les niveaux de MCHM détectés restent inférieurs à une partie par million. On n'a toutefois aucune certitude quant au moment où la population de l'État aura accès à de l'eau potable.

Au lendemain de l'accident, les autorités ont cherché à contenir les retombées politiques de l'usine de produits chimiques non réglementée. Le Département de la protection de l'environnement (Department of Environmental Protection) a remis un avis de violation statutaire pour «pollution de l'air» vendredi dernier à Freedom Industries. De même en fin de semaine, le Bureau de la sécurité chimique (US Chemical Safety Board) a annoncé son intention d'enquêter aux installations. Le gouverneur démocrate de la Virginie-Occidentale, Earl Ray Tomblin, s'est présenté comme un critique de Freedom Industries, déclarant à la presse: «Les entreprises ont certains types de rapports à produire... Et je pense que nous devons nous assurer que ce genre d'incident ne se reproduise pas», insinuant du coup que des mesures seraient prises à l'encontre de l'entreprise.

En fait, des incidents similaires au déversement dans la rivière Elk sont monnaie courante dans l'industrie chimique. Dans un rapport de 2009, le *New York Times* a révélé que les entreprises ont enfreint les lois antipollution près de 500.000 fois sur une période de cinq ans entre 2004 et 2009. Ces violations allaient de l'omission de déclarer des émissions au dumping de produits chimiques dans des concentrations considérées comme dangereuses pour les personnes.

Il y a trois ans, le Bureau de la sécurité chimique a demandé à l'État de la Virginie-Occidentale de créer un plan de sécurité pour éviter de tels accidents, après qu'une explosion survenue en 2008 aux installations de l'entreprise agricole Bayer CropScience ait tué deux travailleurs. Aucun plan n'a jamais été créé. Apparemment, la demande a été abandonnée par les organismes de réglementation.

De la même façon, les décès de mineurs dans cet État se produisent régulièrement. En 2010, l'effondrement du plafond de la mine Upper Big Branch à Montcoal a entraîné la mort de 29 mineurs. À l'époque, le Bureau fédéral de santé-sécurité dans les mines (Mine Safety and Health Administration), avait révélé que Massey Coal, le propriétaire du site, avait violé 369 règlements et que les décès auraient été «entièrement évitables» n'eût été du comportement de l'exploitant de la mine.

«La Virginie-Occidentale a un historique de résistance à la surveillance fédérale et à ce qu'elle considère l'ingérence de l'Agence de protection de l'environnement (Environmental Protection Agency), une approche qui met vraiment à risque les travailleurs et la population», a déclaré Jennifer Sass, une scientifique du Conseil de défense des ressources naturelles (Natural Resources Defense Council) et chargée de cours à l'Université George Washington, spécialiste de la politique environnementale de l'État.

Les gouvernements qui se sont succédé à Washington ont cherché à saper l'Agence de protection de l'environnement et les autres organismes de réglementation chargés de protéger la santé et la sécurité de la population. En 2011, Barack Obama a ordonné un réexamen de la réglementation environnementale touchant les grandes entreprises, et a présenté un ensemble de réductions totalisant près de 10 milliards de dollars sur les coûts d'exploitation des entreprises. Ces coupes comprennent de nombreuses concessions aux demandes des entreprises pour la déréglementation de parties importantes de l'économie.

Nick Barrickman

Article original, [WSWS](#), paru le 13 janvier 2014

Copyright © 2014 Global Research